



ACTUALITÉS CULTURELLES



**PERMIS DE TUER
AUX PHILIPPINES**

DOCUMENTAIRE



Permis de tuer aux Philippines
Une enquête télévisée de Marc Wiese
Diffusion ARTE (mai-août 2020)

Extrait

« Pour le dire avec des mots simples, au cours de mon mandat, je vais régler le problème de la drogue. La drogue détruit notre pays et nos enfants ! Elle les détruit. Je vous le demande, ne tombez pas dans la drogue. Sinon, je vous tuerai. »
Rodrigo Duterte lors de sa première allocution publique.

En interviewant en 2016 le maire de Davao, ville la plus importante du sud des Philippines, la journaliste Maria Ressa, ne s'attendait peut-être pas à ce que le futur président de l'archipel assume publiquement avoir tué il n'y a pas si longtemps deux ou trois ou plus de ses compatriotes, qu'il allait installer une dictature et que « ça allait saigner ». Rodrigo Duterte, au pouvoir à Davao depuis 1988, avait posé les bases, avec ses "commandos de la mort", de ce qui serait au niveau national un pouvoir "fort", pour ne pas dire dictatorial. Il mettra à exécution ses menaces, à savoir que celui ou celle qui se dresserait sur son chemin, en ferait les frais... Et que choisir de plus populaire que la lutte contre les usages et le trafic de drogues pour asseoir son pouvoir en affirmant avec force et détermination un désir d'éradication de ce qu'il nomme, comme tant d'autres dirigeants, là ou ailleurs, un "fléau" pour la jeunesse, fléau qu'il faut combattre en s'en donnant les moyens. Quand d'autres décideraient de mettre toute leur énergie dans la prévention, la réduction des risques, l'accompagnement et le soin, Duterte se positionne lui sur le terrain de la menace et des exécutions extrajudiciaires, sans scrupule et sans complexe. Malheur à celui qui aurait quelque chose à y redire...

La 30 juin 2016, les Philippines élisent un nouveau président, populiste et grossier, qui prône une lutte acharnée contre la corruption et la drogue, problème qu'il compte réglé en six mois en



Extrait

« Nos présidents divisent pour mieux régner en agitant les colères et les peurs. Ils pratiquent délibérément une politique de haine. Il nous faut répondre à certaines questions essentielles. Qui sommes-nous ? Que voulons-nous défendre ? Quelles sont les valeurs qui ont du sens à nos yeux. Quelles sont les limites que nous nous posons ? Celles qui séparent le bien et le mal. Ensemble, avec vous les cent personnes les plus influentes du times, trinquons à la liberté. »

Maria Ressa lors de sa nomination comme l'une des cent personnalités de l'année 2018 pour le Times.

offrant un permis de tuer à la population, mais surtout à la police, armée elle, et aux tueurs à gage prêts à servir, moyennant finance (entre 180 et 350 euros pour un dealer, et autour de 90 euros pour un usager), les plans macabres d'un président plébiscité par la population... Dès la première nuit de son investiture, les descentes de police dans les quartiers populaires, très populaires, mais aussi les "contrats" passés aux gangs se sont multipliés. Le nombre de morts a suivi. En 2017, les pouvoirs publics dénombraient officiellement 7000 morts, mais le traficotage des chiffres cachait et cache encore aujourd'hui une réalité bien plus dramatique sûrement. L'estimation de certaines organisations de défense des droits de l'homme dépasserait les 25 000 morts désormais. Et quand on a échappé à une exécution à domicile ou dans la rue, on alimente alors les prisons surpeuplées et insalubres ou les centres de "soin" qui n'ont de sanitaire que le nom... Bien entendu, il n'est pas besoin de réaliser de beaux dessins pour faire comprendre à tout un chacun que cette lutte contre la drogue touche essentiellement les populations fragilisées et exposées mais qu'elle permet aussi de faire taire, tant que faire se peut, ses opposants. Ces derniers sont vite soupçonnés, quand ils osent s'exprimer contre le président, d'avoir des accointances avec le milieu du trafic et du crime organisé. Ne nous y trompons pas, le crime organisé est bien celui qui est prôné par Duterte en offrant ce permis de tuer à quiconque aurait affaire avec un dealer ou un simple usager... Duterte a même étendu récemment le champ d'action de ce permis de tuer en autorisant les forces de police à tirer sur celles et ceux qui ne respectent pas le confinement pendant la crise du coronavirus. Inscire la peur du président et des forces de police, toujours aussi corrompus, dans les têtes philippines permet de tenir tout le monde tranquille...

Il est pourtant des voix courageuses qui continuent malgré tout à s'exprimer dans le pays, mais elles en paient le prix, prix qui est à la hauteur de leur ténacité légitime à vouloir dénoncer des méthodes d'un autre temps, ces méthodes qui renvoient à celles du dictateur Ferdinand Marcos, renversé pourtant par la population en 1986... Parmi ces voix, il y en a une qui compte plus



Extrait

« - Quand je dis que je vais mettre fin à la criminalité, c'est un fait. Et si je dois vous tuer pour ça, je le ferai de mes mains. Ne me cherchez pas, je le ferai. Je l'admets, j'ai tué. Il y a encore trois mois, j'ai tué. Trois personnes. Ecartez-vous de mon chemin. Je le dis au peuple philippin : ça va saigner. Il va falloir souffrir.

- Vous pensez qu'un seul homme peut tout changer, révolutionner le système ?

- Oui, c'est comme ça dans toutes les dictatures. Car ce sera une dictature, qui s'appuiera sur la police et l'armée. »

Rodrigo Duterte lors d'une interview avec Maria Ressa avant d'être élu président.

particulièrement, celle de la journaliste Maria Ressa, fondatrice du site d'information *Rappler*, qui interviewait Duterte lors de sa campagne en 2016. Cette figure emblématique du journalisme d'investigation indépendant est le poil à gratter du président qui le lui rend bien. Le journal est attaqué de toute part par le gouvernement et poursuivi de toutes les manières possibles avec l'objectif de le faire taire définitivement. Mais, à l'instar de Maria Ressa, une femme qui fait l'objet régulièrement d'arrestations pour des motifs douteux, l'obligeant alors à payer une caution pour sortir de détention, la lutte se poursuit, malgré les difficultés économiques qui pèsent, les campagnes successives de diffamation, les attaques sur les réseaux sociaux, et autres intimidations diverses...

L'enquête télévisée proposée ici suit les mésaventures de cette journaliste d'investigation et de son journal, mais donne aussi la parole, à l'occasion, aux familles des victimes de cette guerre à la drogue, aux politiciens de l'opposition qui n'hésitent pas à affirmer que depuis que Duterte est au pouvoir les drogues rentrent curieusement plus facilement dans le pays, mais aussi aux tueurs à gage en charge de mettre à exécution les désirs d'un président qui joue en solo et n'a pas peur de se mettre à dos la communauté internationale ou l'église catholique pourtant si chère aux Philippines... Espérons que les prochaines élections présidentielles, qui auront lieu dans deux ans, ne soient pas, comme on peut s'y attendre, une "parodie de démocratie", comme on dit. Il est alors couru d'avance que Rodrigo Duterte affirmera malheureusement un peu plus sa dictature, et que le pays repartira pour au moins six ans dans une lutte sanglante qui trouvera toujours les arguments fallacieux nécessaires pour bafouer tous les droits de l'homme sous couvert de lutte, visiblement inefficace, contre les usages et le trafic...

